

Valeur descriptive-explicative vs. effets d'application des « discours » des sciences humaines : pour une éthique du « chercheur-praticien » engagé dans le champ de « la communication »

Denis Benoit, H.D.R. en sciences de l'information et de la communication

Université Montpellier 3, France

Résumé

En situation de tension entre questionnements relatifs aux processus de validation scientifique de son approche singulière et nécessité de résultats, dans la logique ordinaire de nos « sociétés marchandes », le chercheur (qu'il soit dit « quantitatif » et/ou « qualitatif ») occupe une position délicate. Et *a fortiori* lorsque ce chercheur, vu comme acteur économique et social, explore et s'implique dans le vaste domaine dit « de la communication ». Dans la mesure où il nous apparaît que ce dernier réfère, en tout cas dans ses rapports avec la plupart des pratiques professionnelles auxquelles *de facto* il renvoie, à des activités en lien avec la manipulation de « cibles », comment le « chercheur-praticien » d'un tel champ peut-il faire preuve de probité (alors que son activité de recherche même peut aboutir à accroître le quantum de contrôle, de soumission, d'exploitation desdites cibles)? D'autre part, lucide quant à la problématique liée à la valeur de vérité, la valeur « descriptive-explicative » controversable des « discours » des sciences humaines, comment peut-il, de façon responsable, en limiter ou en optimiser (selon les cas) l'« effet réalisateur », en aval?

Mots clés

COMMUNICATION, DYSTOPIE, ÉTHIQUE, MANIPULATION, RECHERCHE

Introduction

Dans l'ensemble nécessairement complexe des interrogations formulées par la problématique de ce colloque et de leur combinatoire, et dans le sous-ensemble de celles plus particulièrement liées à son premier axe, nous avons opté, à l'occasion de cette introduction, pour poser l'accent sur une question qui nous y est apparue comme cruciale : celle de la possibilité et des modalités d'une éventuelle conciliation par le chercheur « Infocom », envisagé en tant qu'acteur social évoluant dans un cadre socio-économique fatalement prescripteur, des divers enjeux, scientifiques, économiques et éthiques entremêlés qui conditionnent, sinon qui déterminent, son activité de recherche.

RECHERCHES QUALITATIVES – Hors-série – numéro 20 – pp. 26-41.

PRUDENCE EMPIRIQUE ET RISQUE INTERPRÉTATIF

ISSN 1715-8702 - <http://www.recherche-qualitative.qc.ca/revue/>

© 2016 Association pour la recherche qualitative

Partant, nous avons alors décidé de considérer ce chercheur – qu'il soit du reste dit « qualitatif » ou « quantitatif », qu'il se concentre sur une recherche dite fondamentale et/ou appliquée, finalisée – comme un praticien ou un « professionnel-chercheur » (De Lavergne, 2007, p. 29) soumis, comme tout professionnel, à des impératifs de divers ordres, dont celui de mettre à disposition, de « faire passer » (Wentzel, 2010) des connaissances en vue de leurs applications « sur le terrain ».

Problèmes « de communication », problèmes « de conscience »?

Dans une récente émission radiodiffusée dans laquelle il retraçait son parcours intellectuel, le philosophe Michel Serres (2015) expliquait que les bombardements atomiques d'Hiroshima et Nagasaki d'août 1945 ayant été rendus possibles par les travaux conjoints des meilleurs physiciens de l'époque, nombre d'entre eux, pour déjouer les dramatiques problèmes de conscience auxquels les conduisait la poursuite de leurs recherches fondamentales et/ou appliquées, décidèrent de quitter leur champ d'études pour se reconvertir.

Certes, à la différence des travaux menés dans le cadre d'une science « dure » ou « exacte » comme la Physique, l'on sait que la plupart de ceux développés dans le domaine des Sciences Humaines et Sociales et, plus particulièrement, dans celui (souvent dit) de l'« Infocom » – en tout cas, ceux déclarés « qualitatifs » du domaine – possèdent (du fait du principe de neutralité axiologique notamment suggéré par Max Weber, 1959) sinon un versant axiologique avéré, une dimension « critique » qui leur est cruciale. Autrement dit, dans ces travaux, les résultats, l'efficacité n'y sont pas seuls pris en compte, mais le chercheur ne se satisfaisant pas d'y seulement « calculer » les tenants et aboutissants d'une réalité conçue comme exclusivement « extérieure » à lui-même, y engage pratiquement toujours de façon conjointe et au moins implicite, une réflexion de nature proprement épistémologique sur la portée et les limites des connaissances mises au jour, sur « les possibilités et les limites de son propre exercice » (De Munck, 2011).

Si nous ne pourrions qu'aborder très indirectement ici, d'une part, la controverse « paradigme compréhensif » / « paradigme positiviste » – et ce qui en est généralement considéré comme les principales oppositions sous-jacentes : subjectivité / objectivité, compréhension / explication, interprétation / observation, sens / mesure (voir notamment Desmet, Pourtois, dans Mucchielli, 2004, pp. 28-29, 71-77) –, et d'autre part, l'inépuisable problématique relative aux applications des sciences en général et aux rapports de l'Homme à la technique en particulier – *confer* le concept même de « technoscience », cher au philosophe Gilbert Hottois (voir Guchet, 2011) –, nous observerons toutefois d'emblée que, *mutatis mutandis* et toutes proportions gardées, s'engager en tant que praticien, mais également, pensons-nous, en tant que chercheur dans le champ dit de « la communication » c'est pour le moins possiblement s'exposer, disons – pour reprendre l'expression utilisée par Serres à propos de la

désillusion des physiciens qu'il évoquait –, à de potentiellement sérieux « problèmes de conscience ». Et, partant, « d'éthique », ce dernier terme, pour aller au plus simple, pour esquiver, disons-le, la formidable complexité auquel il renvoie et qu'il ne nous sera ici possible que de simplement évoquer, étant compris dans son seul sens étymologique faisant référence aux coutumes et aux mœurs, et relatif à des questions de normes, de valeurs, de manières de penser et d'agir, et de jugements portés sur les manières d'être ou de faire.

En effet, telles quelles sont perçues à ce jour, en tout cas et au moins depuis les tentatives d'élucidation qu'en ont proposé, dans les années 90, des auteurs comme le philosophe Lucien Sfez (avec sa *Critique de la communication*, 1988), ou comme les sociologues Philippe Breton (avec son *Utopie de la communication*, 1992) et Dominique Wolton (avec son *Penser la communication*, 1997), les pratiques en la matière et, par suite probablement, l'ensemble des travaux et études qui permettent d'en affiner les techniques, d'en augmenter l'efficacité, s'avèrent largement suspectés sinon fortement controversés. En bref – nous l'indiquions dans le prologue d'un colloque dédié à l'éthique dans les professions de l'information et de la communication (Benoit, 2010) –,

« la communication » (au sens le plus général de la locution) a perdu la très grande crédibilité dont elle a pu bénéficier (en France au moins) dès les années 80 [...]. Bien plus : de quelques côtés que l'on se tourne, celle-ci fait aujourd'hui l'objet d'âpres critiques (p. 9).

Critiques si acerbes du reste que, pour certains, il convient de la protéger, et notamment d'une caricature qui la fait apparaître comme quasi mécaniquement manipulatrice, *confer* l'ouvrage du même Dominique Wolton, *Il faut sauver la communication*, (2005).

De fait, qu'il s'agisse de ses liens avec le monde politique, le domaine des médias dits de masse ou encore celui du commerce, de l'entreprise et des organisations en général – soit un champ sociétal d'ampleur phénoménale –, ce que l'on désigne sous l'intitulé général « la communication » se montre communément et vivement attaqué pour sa propension à manipuler les pensées et les comportements, à servir d'outil de propagande, de désinformation ou de mésinformation, autrement dit, de mystification du citoyen, du public, du consommateur. Et bien que la formidable montée en puissance de NTIC toujours plus performantes continue de faire massivement rêver à l'avenir radieux (Magli & Winkin, 1999) que celles-ci seraient capables de réaliser, l'on ne peut pas ne pas observer la mutation d'une idéologie et/ou d'une utopie – en vertu desquelles la communication sembla capable, mondialement et à elle seule, grâce à ses techniques, d'instaurer (au moins) une harmonie sociale – en son véritable inverse : l'immense espoir généré a fini, de notre point de vue en tout

cas, par se transformer en un discrédit patent, soit une dystopie de la communication actuellement à l'œuvre.

De la sorte, si la notion d'utopie réfère étymologiquement à un lieu parfait, mais idéal, chimérique, celle de dystopie renvoie à cette même idée d'espace-temps fictif, mais en l'occurrence très négativement connoté. Et citoyens, consommateurs, publics appréhendent la communication – « la com' », selon l'usage à présent banal de l'abréviation, et qui dénote vraisemblablement la déchéance de la signification méliorative du terme, la plus habituelle jusqu'ici – d'une façon maintenant dévalorisante. Car ils ne la considèrent sans doute plus comme un « recours majeur à tous les dysfonctionnements » sociétaux (Breton, 1992, p. 120). Au contraire, notre hypothèse est qu'associée au développement extrême et anarchique des technologies de communication numérique et de leurs applications si variées, un certain nombre d'effets gravement pervers de l'idéologie – la plupart, du reste, déjà bien listés et explicités par Philippe Breton voici déjà près d'un quart de siècle¹ –, ont entraîné désillusion, déception sinon effroi. Si bien que l'utopie s'étant comme inversée, la communication et ses techniques, si elles apparaissent encore révéler des opportunités fascinantes, se montrent désormais inévitablement menaçantes et, par suite, anxiogènes.

Si nous ne considérons ici – et tout à fait compendieusement – qu'un seul cas d'espèce relatif à l'effectivité de cette défiance, et dans un unique champ, celui du politique, particulièrement révélateur selon nous de cet état de fait (Benoit, 2014), les exemples pourraient être multipliés à foison, quel que soit le secteur approché (Benoit, 2007).

Ainsi, l'on sait que ce champ fait largement appel aux « *spin doctors* »² et s'est approprié le modèle de communication connu sous l'appellation de *Storytelling* (Salmon, 2007). Or, selon le sociologue Christian Salmon, l'utilisation inconséquente de ce modèle – qui vise à imposer une « simulation narrative de la réalité », soit une « réalité fictionnalisée » – métamorphose la politique qui consiste dès lors essentiellement, nous citons, à « partager des histoires ». Et, *de facto*, l'on y est conduit à conférer un rôle central au marketing, aux techniques de vente qui octroient une importance essentielle à l'image, aux affects, plutôt qu'au contenu : finalement, ce qui compte ce ne sont plus tant le programme, la volonté, l'action politique et ses résultats, autrement dit le fond, que le lien fusionnel, la bonne longueur d'onde qu'entretient le politique avec son électorat, autrement dit la forme. Pour synthétiser cette dernière idée, l'on peut regrouper en deux critiques clefs, d'ailleurs étroitement reliées entre elles, ce qui est aujourd'hui reproché à ce type de communication (et qui rejaillit sur l'ensemble de ce que l'on regroupe d'une façon générale sous ce même terme) : d'une part, affaiblir, édulcorer, réduire la conscience critique, la réflexion, les idées, le débat, soit entraîner une certaine « défaite de la pensée », mais aussi de

l'action – le philosophe Jean-François Revel (2001) a ainsi pu affirmer, nous le citons, qu'aujourd'hui « Au lieu de traiter les questions de fond par l'action, nos dirigeants les traitent par le verbe, par l'«image» et par l'écœurante «communication», qui est à la pensée ce que l'acrylique est au cachemire » (p. 99) – et, d'autre part, sinon contrefaire continuellement la vérité sur le réel, au moins le mettre en permanence en scène (les apparitions électorales, par exemple, pour donner aux médias la meilleure image possible des candidats, sont souvent quasi intégralement chorégraphiées, et c'est jusqu'aux angles de prise de vue des caméras filmant les meetings qui sont précisément imposés par leurs états-majors en fonction des effets présumés sur les publics). Or, de mieux en mieux informé sur ces pratiques, le citoyen n'a pas tardé à se percevoir comme spectateur manipulé de fictions (notamment) télévisuelles et, les chiffres le montrent clairement, la crédibilité du personnel politique en est sérieusement ébranlée³.

Pour mémoire, nous citerons les propos, selon nous emblématiques, du conseil en stratégies d'opinion Denis Pingaud – l'un de ceux-là mêmes que l'on baptise « communicants », donc – qui, s'exprimant à propos de la récente affaire (ou « tourmente ») Cahuzac, constatait que la communication était une nouvelle fois dramatiquement mise en cause :

Les professionnels de la communication, qui travaillent à rendre plus lisibles ou plus attractives telle ou telle mesure, telle ou telle conduite, telle ou telle vision, sont souvent accusés d'être des bonimenteurs. [...] les voilà un peu moins boni et un peu plus menteurs!⁴ (Pingaud, 2013).

Des « chercheurs-praticiens » critiquables pour leur implication dans le cadre d'une activité socio-économique en liens étroits avec des phénomènes « éthiquement sensibles »?

Sur la base de ce qui nous paraît constituer un simple constat – à savoir que la communication et ses professionnels sont à ce jour très souvent déconsidérés, dénigrés, ces derniers pouvant potentiellement être confrontés à de sérieux « problèmes de conscience » relativement à leurs métiers, leurs rôles, leurs fonctions –, la question qu'il nous revient sans doute d'aussitôt formuler consiste à se demander si, comme les pratiques et les praticiens du domaine, la recherche et les chercheurs en communication sont, directement ou indirectement, à la fois concernés par ce désaveu public et comme « contaminés », éthiquement « corrompus », par les objets mêmes sur lesquels ils spéculent. Autrement dit, le chercheur en communication est-il blâmable, et blâmé, pour son implication – plus ou moins massive selon le type de recherche qu'il effectue, fondamentale ou finalisée – dans le cadre d'une activité socio-économique en liens étroits sinon consubstantiels avec des phénomènes, nous dirons, « éthiquement sensibles », du type propagande ou endoctrinement individuel et de masse. Activité communicationnelle qui, lorsqu'elle est instrumentalisée par des

techniciens professionnellement spécialisés, consiste pour l'essentiel en actions de persuasion de cibles ; ou, en d'autres termes, revient à manipuler⁵ – au moins au sens étymologique du terme, à savoir exécuter une action sur, diriger, gouverner, manœuvrer – sinon à exploiter et, par suite, à suborner, souvent furtivement, individus, groupes et même populations entières.

Bien entendu, la première réponse qui vient à l'esprit, indiscutablement négative, résonne comme une évidence : incriminer de la sorte – ou même, le cas échéant, seulement penser à le faire – la recherche en communication et ses acteurs constitue tout bonnement un non-sens dans la mesure où, pour une part substantielle sinon essentielle, celle-là et ceux-ci tentent justement, peu ou prou et loin de tout objectif d'instrumentalisation et/ou de récupération, d'explicitier, d'élucider, tenants et aboutissants des conditionnements notamment politiques, médiatiques, économiques, qui se déploient, de façon ordinaire, mais usuellement insensible, insidieuse, dans nos pratiques sociales actuelles. À ce titre, la pensée (ou la « posture », Robert, 2008) dite « critique » dans son ensemble, courant important sinon majeur de ce qui a pu être défini comme « pensée communicationnelle » (Miège, 1995), et « qui rassemble toutes les positions [...] qui [...] se mobilisent [...] pour analyser les effets de la culture de masse [et] de l'information marchande » (Miège, 1995, p. 35), peut être considérée comme le parangon de ce type de démarche. Mais, beaucoup plus largement, les travaux qui, des courants fondateurs aux interrogations les plus actuelles, se situent aux soubassements de ladite pensée œuvrent tous plus ou moins dans un tel sens ; et puisque les sciences de l'information et de la communication en constituent, disons l'avant-garde, pour un échantillon plus que simplement représentatif de ces travaux, nous ne pourrions ici que renvoyer aux actes des seizième et dix-septième congrès de la Société Française des Sciences de l'Information et de la Communication – en 2008 et 2010 « *Les sciences de l'information et de la communication : affirmation et pluralité* » et « *Au cœur et aux lisières des SIC* ».

Toutefois, et c'est à ce point certainement crucial que le bât blesse ou peut blesser en matière d'éthique ou, telle que définie, de « mœurs de la recherche » : une véritable distanciation des chercheurs – c'est-à-dire leur neutralité, leur désintéressement, leur impartialité en tout cas vis-à-vis des contraintes et intérêts en jeu dans le cadre des terrains de leurs études et, plus largement de ceux de la culture dans lesquelles ils évoluent, *confer* la distinction entre « science » (« objective », « froide », aux liens incertains avec la politique et la société) et « recherche » (« chaude », « sub-objective », aux liaisons massives et constantes avec politique et société) que propose Bruno Latour sous sa casquette de philosophe des sciences (1997) –, une véritable distanciation des chercheurs, donc, est-elle possible ? Et, le cas échéant, l'est-elle dans tous les cas de figure ?

L'on s'en tiendra ici à évoquer deux occurrences singulières, certes insuffisantes pour apporter des réponses définitivement assurées, mais au moins convenablement représentatives de l'ensemble de la problématique de l'éthique (telle que définie) desdits chercheurs en information-communication, et en tout cas, nous est-il apparu susceptible de permettre de problématiser de façon pertinente les interrogations posées.

La première occurrence concerne les thèses menées sous conventions dites CIFRE – ces Conventions Industrielles de Formation et de Recherche offrant la possibilité « à un doctorant de réaliser son projet de recherche dans une entreprise en liaison directe avec un laboratoire extérieur » (Morillon, 2008). Laurent Morillon (2008), qui a conduit une étude largement documentée relative aux thèses SIC effectuées dans un tel contexte, explique, nous le citons, que concernant ces thèses, « La conciliation des intérêts de la recherche et de ceux de l'entreprise ne va [...] pas sans questionnements d'ordre épistémologique, éthique ou pratique »; que, dans certains cas de déroulement des conventions, « les structures [...] n'acceptent un chercheur [...] qu'en échange d'une activité "directement productive" pour l'entreprise. Ainsi pour accéder au terrain, le chercheur doit accepter de travailler sur le terrain »; et qu'« information et communication étant culturellement considérées [...] comme un moyen de gouvernement [...] leur maîtrise devient un enjeu de pouvoir dans l'entreprise ». De fait – nous continuons de citer plusieurs passages accolés de cette étude, contenant elle-même un ensemble d'extraits référant à de nombreux travaux conduits plus ou moins récemment sur le thème :

Comme tout chercheur impliqué, le doctorant CIFRE se trouve dans une situation ambiguë [...] il conduit son activité dans une tension entre engagement et distanciation vis-à-vis des sujets, du sujet et du commanditaire [...] le passage d'une position d'acteur intégré à un point de vue distancié ainsi que l'usage d'identités multiples peut donner l'impression d'une certaine forme de duplicité du chercheur [...] et provoquer un sentiment de « trahison » au sein de l'organisation. Les pratiques d'écriture en deviennent « héroïques » et dans certains cas « paradoxales » [...] Pour le chercheur, il s'agit alors d'intégrer les fonctionnements et concilier des intérêts souvent différents voire opposés [...] la possible confusion entre les postures de recherche et de consultance [...], au-delà d'une éventuelle « schizophrénie » [...], [pouvant] remettre en cause l'indépendance et la légitimité scientifique des travaux [...]. De même, l'accord que le chercheur doit trouver entre enjeux de recherche et d'action [...] et les compromis qu'il doit accepter tant dans ses livrables professionnels que dans sa méthodologie [...], dans ses choix de techniques ou de modèles [...], sont susceptibles d'entamer la valeur scientifique des résultats obtenus. Enfin, la nature

même des sujets et objets abordés en SIC peut être source de difficultés et de questionnements. L'objet de la recherche est en effet souvent, en tout ou partie, l'organisation elle-même. Les réflexions, de par leur nature stratégique, sont donc particulièrement exposées à la censure, à la culture de cour [...] et aux conflits d'intérêts. [...] (Morillon, 2008).

Ainsi, il ressort clairement de cette étude que

Les recherches menées courent [...] un risque non négligeable d'être instrumentalisées et/ou censurées. N'oublions pas que toute CIFRE est régie par un contrat de travail et impose un lien hiérarchique qui peut nuire à la liberté du chercheur (Morillon, 2008).

Bien entendu, le chercheur SIC institutionnel, le chercheur de laboratoire, l'enseignant-chercheur, n'apparaissent pas aussi exposés que le doctorant CIFRE à cette quasi-confusion des genres. Et bien que l'on sache que la distinction des recherches de type appliqué et des recherches de type fondamental est délicate à établir (de nombreux projets et programmes se situant en pratique à la lisière même des deux formes), en ce qui concerne (au moins) le dernier type, l'on peut penser, et sans nul doute à juste titre, que ces chercheurs-là disposent souvent de l'autonomie, de l'indépendance et/ou de la liberté académique nécessaires pour « prendre du champ », pour se dégager des collusions quasi imposées relativement aux terrains investis et aux objets qui s'y rencontrent – objets que nous avons définis, rappelons et soulignons-le, comme « éthiquement sensibles ».

À cet égard, les chercheurs en sciences de l'information et de la communication peuvent d'ailleurs, dans leur ensemble, apparaître comme exemplaires dans la mesure où les approches variées que développent ces sciences de la multitude d'objets qu'elles analysent (*confer* les actes des deux congrès SFSIC cités), se révèlent fréquemment posséder un véritable caractère, disons en l'occurrence, « émancipateur ». Et pour nous référer – ce sera notre seconde occurrence – à un seul cas d'espèce que nous avons pu examiner de près à l'occasion d'une récente mission expertise, et dans lequel la liaison entre monde de la recherche et monde professionnel s'est avérée particulièrement resserrée, où la frontière entre études et applications s'est découverte comme singulièrement ténue, mais où, pourtant, les résultats produits ne nous sont en aucun cas apparus comme systématiquement axés sur, ou dédiés à une forme quelconque de profit de type organisationnel et/ou commercial (quand bien même ils pouvaient sûrement être « détournés » à de telles fins), pour nous référer à ce cas d'espèce, donc, nous citerons les travaux menés sur les « médiations marchandes » par l'un des laboratoires français classés en SIC (parmi la cinquantaine d'unités existantes à ce jour, cf. Bourdaa & Lamy, 2013).

Relativement à des phénomènes relevant notamment de la consommation et du publicitaire au sens large – centraux aujourd'hui, on le sait, dans nos sociétés dites du

commerce et de la marchandise, et en rapports privilégiés avec les actions d'assujettissement des esprits dénoncées par les contempteurs de la communication et des communicants –, il s'agit là plutôt que, comme de façon habituelle, se concentrer essentiellement sur des problématiques d'efficacité, de rendement, de productivité – notamment, comment rendre au mieux les cerveaux disponibles aux messages publicitaires, pour paraphraser la déclaration que le PDG de l'une des principales entreprises de communication françaises avait explicitement formulé il y a une dizaine d'années, provoquant l'émoi d'un public bien davantage crédule et naïf qu'aujourd'hui –, il s'agit là, donc, d'y considérer la complexité (ontologique) de ces phénomènes, en interrogeant à la fois les processus qui les régissent, leurs symboliques, leurs implications sociales et politiques. L'approche, mêlant de façon étroite études sociosémiotiques, anthropologiques, linguistiques et littéraires, se démarque de façon originale d'autres approches disciplinaires, menées (ordinairement) du seul point de vue économique et/ou « organisationnel », (et habituellement mises en œuvre non pas par des chercheurs statutaires, mais par des professionnels de la communication commerciale). Elle s'effectue selon une optique qui appréhende les faits sous un angle culturel, qui les conçoit essentiellement comme « faits anthropologiques ». Ce faisant, les chercheurs – d'une façon générale, fortement impliqués dans le fonctionnement de l'école de rattachement du laboratoire – profitent des liens de celle-ci avec les milieux professionnels marchands. Ils peuvent donc être convenablement informés des évolutions des divers environnements qu'ils abordent, et des métamorphoses qui (le cas échéant) s'y effectuent, tout en conservant la possibilité effective (en tant que chercheurs et non que professionnels du secteur) de s'en distancier de façon suffisante.

Des critères pour une éthique du chercheur-praticien en communication

Ainsi, jusqu'à un certain point, dans certains cas et à la condition expresse qu'il soit résolu à le faire – et c'est peut-être ce dernier aspect, soit l'exigence du chercheur et son opiniâtreté à préférer, lorsque c'est faisable et (parfois) envers et contre tout, une certaine forme d'indépendance qui, en la matière, est le mieux caractéristique de la posture « adéquate »⁶ pouvant être désignée comme « éthique » –, il est manifestement possible pour celui qui exerce son activité de recherche dans le domaine de la communication de, peu ou prou, se dégager des diverses formes de connivence (d'imposture) entachant la position de « neutralité » inhérente à la qualité proprement scientifique des travaux qu'il conduit. À la condition, toutefois, que cette dite « qualité scientifique » puisse être effectivement spécifiée...

De fait, en deçà de la distinction « Science » / « Recherche » évoquée, nombre de travaux menés dans le domaine de l'épistémologie montrent aujourd'hui, hors de toute visée normative ou prescriptive prétendant énoncer ce qu'est la « vraie science », que la science elle-même n'est sans doute pas l'activité lisse et épurée que la *doxa* a

tendance à imaginer : on le sait, « l'histoire et la sociologie des faits scientifiques nous décrivent une œuvre humaine, aux prises avec l'histoire, les contraintes sociales, les mentalités » (Schreiber, 1991, p. 18). Or, ce qui apparaît recevable pour les sciences de la nature peut *a fortiori* l'être pour les sciences dites humaines, qui plus est souvent accusées de n'être pas de « véritables » sciences, *confer* (pour nous en tenir à une unique référence remarquable) la déclaration de Claude Levi-Strauss (1991), selon lequel

les « sciences humaines » ne sont des sciences que par une flatteuse imposture. Elles se heurtent à une limite infranchissable, car les réalités qu'elles aspirent à connaître sont du même ordre de complexité que les moyens intellectuels qu'elles mettent en œuvre. De ce fait elles sont et seront toujours incapables de maîtriser leur objet.

S'il semble hasardeux, de notre point de vue, de nier l'authentique caractère scientifique – toutes approches et méthodes, quantitatives et qualitatives, confondues – de ce que l'on nomme sciences humaines, leur « régime de scientificité » (Busino, 2005, p. 93) possède assurément certaines particularités, (renvoyant à un « devoir d'inventaire » que préconisait le philosophe Jean-Michel Berthelot, 1998). Particularités notamment axées sur le fait que les chercheurs y sont confrontés à l'hyper complexité de niveaux d'organisations inextricablement enchevêtrés (du biologique au socioculturel, voir Pradier, 1989), et qu'ils ne peuvent jamais parfaitement prouver (ou réfuter) leurs hypothèses. Le chercheur en rhétorique Gilles Declercq (1992) affirme ainsi que

l'espace [...] des sciences sociales ne saurait sérieusement se présenter comme l'espace de la démonstration et du vrai. [...] [Mais son] domaine est plutôt celui de la représentation vraisemblable et de l'interprétation cohérente [...] [fondées sur] une démarche interprétative rigoureusement construite [qui apparaît comme indéniable] source de connaissance et apprentissage de la liberté (p. 259).

Une telle spécificité nous paraît impliquer, comme par symétrie, une singularité équivalente en matière d'éthique de la recherche. Dès lors, outre la détermination à l'indépendance et, bien entendu, outre l'absence de « manquements à l'intégrité [...] (en particulier les fabrications délibérées, les plagiat et les vols de données) »⁷ (Gompel & Prud'homme, 2015), quels peuvent être les autres critères clefs d'une éthique du chercheur-praticien évoluant dans ce domaine des sciences humaines qu'est le champ de l'information-communication?

Quant à nous, adoptant en la matière la position prônée par Aristote relativement à la rhétorique qu'il envisage comme « neutre » sur un plan éthique (Todorov, 1983) – la communication, telle que définie, peut servir le mal comme le bien –, et nous référant aux principes d'une éthique dite « de responsabilité » – ou

Verantwortungsethik, selon l'expression du sociologue Max Weber (1959) selon laquelle « Nous devons répondre des conséquences prévisibles de nos actes » : « Pour atteindre des fins “bonnes”, nous sommes la plupart du temps obligés de compter avec, d'une part, des moyens malhonnêtes ou pour le moins dangereux, et d'autre part, la possibilité ou encore l'éventualité de conséquences fâcheuses » (p. 207) –, nous ferons la proposition qui suit.

Puisque les sciences humaines ne peuvent pas prouver ou démontrer à proprement parler leurs assertions – ou, en tout cas, que cette faculté leur est (souvent) contestée sur la base d'arguments s'exposant comme tout à fait légitimes –, il s'agira pour le chercheur-praticien de *toujours* considérer que la valeur « descriptive-explicative » des théories qu'il construit et qu'il expose dans l'espace public, est largement moins capitale que les *effets* de l'application de ces théories.

En d'autres termes, disons que si dans les domaines économique, politique ou social, notamment, ce chercheur estime que l'homme est appelé à « fonctionner » d'une certaine façon et pas d'une autre – et ceci pour telles ou telles raisons théoriques qui peuvent apparaître comme parfaitement cohérentes et fondées –, cette conception qu'il soutient est susceptible – pour autant, bien entendu, qu'elle ait du succès – d'orienter fortement les pratiques sociales. Dès lors, comme « toute nomination, toute description est, dans une certaine mesure, autoréalisante : elle contribue à faire exister comme réalité ce qu'elle désigne [...]. Elle ne se contente donc pas de référer à ce qu'elle désigne, elle le profère » (Melchior, 1998, p. 67), le chercheur-praticien devra se montrer particulièrement attentif aux « prophéties autoréalisatrices »⁸ que ses conceptions et ses discours sont susceptibles de provoquer dans les pratiques, dans « le réel »⁹.

Ainsi, pour prendre un exemple de prédiction qui, à l'instar de beaucoup d'autres, risquait de devenir dommageablement autoréalisatrice, je citerai la polémique qui a confronté l'avis de nombreux psychologues, pédiatres et travailleurs sociaux, aux conclusions d'une expertise collective de l'INSERM, rendue publique en 2005.

Cette expertise définissait « les troubles de conduites chez l'enfant et l'adolescent » (Expertise Collective Inserm, 2005) comme, je cite, « la répétition de conduites au travers desquelles sont bafoués les droits fondamentaux d'autrui et les règles sociales » (p. 1). Elle certifiait qu'il s'agissait là d'un *syndrome*, qu'il devait « être considéré comme un facteur de risque de délinquance » (p. XIII), et recommandait son dépistage dès la crèche et l'école maternelle. Or, les praticiens concernés s'opposèrent frontalement au dépistage des troubles du comportement chez les enfants en bas âge. Et malgré leurs divergences de pratiques ou d'orientations, tous souhaitèrent affirmer leur convergence sur l'essentiel, je cite : le risque de « *dérive éthique* » contenu dans le dépistage systématique de ces troubles « due à un effet de prédiction qui influe sur l'enfant » : « On enferme l'enfant dans un regard

catastrophique, épouvantablement coïncant », « il y a une pesée du regard, qui risque de créer exactement ce que l'on craint »¹⁰.

Je prendrai très brièvement un autre exemple, plus spécifiquement en lien avec le champ d'études traditionnellement dévolu aux recherches en communication, soit celui des médias souvent dits « de masse ».

L'on sait que de multiples travaux établissent une corrélation positive entre la violence diffusée dans les médias et la violence effective dans la société sans cependant pouvoir mettre en évidence une relation *causale* entre les deux phénomènes, du type une augmentation de violence médiatique entraîne mécaniquement une augmentation de violence sociale. Or, quant bien même ses travaux le mènent à valider le bien-fondé d'une telle relation causale, l'éthique du chercheur, lucide quant à son impossibilité à prouver dans un domaine de ce niveau colossal de complexité, devrait toujours le conduire à produire une contre-argumentation à sa propre argumentation, et à les présenter conjointement à la société et aux médias eux-mêmes. Car comme l'explique l'un des pionniers de la recherche sur les médias, George Gerbner, nos croyances en une société excessivement violente – manipulées à la fois par des images et des représentations exposées comme des vérités définitivement démontrées, et médiatiquement diffusées en boucle –, déterminent et font surgir *in fine* une réalité violente.

Conclusion

En conclusion, disons que selon nous, et à l'instar du sociologue et anthropologue Giovanni Busino (2005)

les sciences sociales ont une tâche [...] essentielle, voire absolument incontournable : donner du sens aux rapports sociaux, [...]. En reconnaissant et en valorisant les différents modes de rationalité, [...] en acceptant l'existence d'au moins deux formes de logique, celle de la démonstration et celle de l'argumentation, en admettant que la vérité ne coïncide pas avec l'utilité, qu'une doctrine non vraie peut être socialement utile alors qu'une doctrine vraie peut être socialement nocive, les sciences sociales sont, sans aucun doute, la science et la conscience de la modernité (p. 95).

Notes

¹ Notamment : l'attraction très forte relative à la notion de communication (avec le dialogue, le partage, l'information) génère en retour une ambivalence marquée (l'on reste dubitatif, car l'essentiel semble souvent échapper : ce n'est pas parce que l'on peut disposer de toutes les

informations, qu'on sait, qu'on connaît et qu'on comprend l'autre et le monde, au contraire peut-être...); l'impression de clarté, de transparence absolue (les NTIC semblent nous conférer un véritable don d'ubiquité) engendre une impression de grave confusion (en présence d'images médiatiques qui renvoient, à l'infini, à d'autres images médiatiques, qui nous submergent, l'on ne sait plus vraiment distinguer entre un fait et sa représentation, entre réalité et fiction). P. Breton (1992) évoque encore un guidage de plus en plus externe de l'action humaine (ce sont les médias, devenus incontournables, qui ont pour rôle de « composer la vérité à partir des différents points de vue qu'ils ont en charge de mettre en scène » (p. 126-127)); ou la transformation possiblement inappropriée, sinon gravement nocive, de l'espace public (mise en scène médiatique constante de la vie privée), etc.

² « L'appellation '*spin doctor*', popularisée aux États-Unis au milieu des années 1980, est difficilement traduisible en français. Provenant du verbe '*to spin*', 'faire tourner' – ici dans le sens de 'donner de l'effet' –, elle désigne ceux dont la profession est d'influencer l'opinion publique sur la personnalité et les faits et gestes d'un homme politique par des techniques de communication » (Schneider, 2013).

³ Selon un sondage Ipsos-Steria réalisé du 8 au 14 janvier 2014, 65 % des sondés jugent que « la plupart des hommes et des femmes politiques sont corrompus », et 84 % qu'ils « agissent principalement pour leurs intérêts personnels » (De Montvallan, 2014). Et selon un sondage Viavoice (avril 2014), deux Français sur trois (64 %) estiment que la démocratie fonctionne mal en France actuellement.

⁴ Voir l'article daté du 2 avril 2013 du journal *Libération*, « Cahuzac : un aveu impardonnable ».

⁵ Pour nombre de philosophes de premier plan (disons, de Kant à Habermas), l'éthique « de la communication » est axée sur un principe clef : la non-manipulation. Ainsi pour Martineau (2007) cherchant à définir (d'une façon générale) l'éthique « en ce début de 21^e siècle » : « Il apparaît [...] fondamental [...] d'adjoindre [au 'postulat de la reconnaissance de la valeur de l'interlocuteur'] trois principes formels à respecter [...] 1) Permettre à l'autre de parler; 2) Refuser de manipuler l'autre; 3) Refuser de mentir à l'autre » (p. 72); et voir Benoit (2012).

⁶ *Confer* l'adjectif cher à Baruch Spinoza, l'un des philosophes clefs en matière d'éthique.

⁷ Voir le dossier du journal *Le Monde*, « Des faussaires dans les labos », Cahier n° 21871, daté du Mercredi 13 mai 2015.

⁸ Paul Watzlawick (1988), définit une « prédiction autoréalisatrice » comme « une supposition ou prévision qui, par le simple fait d'avoir été énoncée, entraîne la réalisation de l'événement prévu, et confirme par là même sa propre exactitude » (p. 45); et voir Benoit, 2007, p. 35-58.

⁹ *Confer* cette affirmation du psychologue Thierry Melchior qui, à l'instar de G. Declercq, considère que : « La "vérité" n'est pas le critère pertinent pour étudier les discours des sciences humaines. Il s'agit bien plutôt d'être attentif à leurs effets, à leur aval : quelle création de réalité ces discours [...] et les pratiques qui y sont liées favorisent-ils? ».

¹⁰ Voir l'article du journal *Le Monde* daté du 19 avril 2006 : « "Prédélinquants" dès la crèche? ».

Références

- Benoit, D. (2007). De l'émergence de « nouvelles réalités » : les « prédictions créatrices ». *Revue internationale de psychosociologie*, XIII(29), 35-58.
- Benoit, D. (2010, Novembre). Prologue. Dans Actes du colloque international *Éthique et métaéthique dans les professions de l'information et de la communication* (pp. 9-16). Saarbrücken : Éditions universitaires Européennes.
- Benoit, D. (Éd.). (2012). *Éthique et communication*. Saarbrücken : Éditions universitaires Européennes.
- Benoit, D. (2014, Juin). *Utopie et/ou dystopie de la communication versus recherche-action : de l'idéologie à la pragmatique et à la praxéologie*. Communication présentée au 6^e Colloque Spécialisé en Sciences de l'Information (COSSI) « Information, communication, documentation : les nouvelles utopies ». Nouveau-Brunswick, Canada.
- Berthelot, J.- M. (1998). Le devoir d'inventaire. *Sciences humaines*, 80, 14-33.
- Bourdaa, M., & Lamy, A. (2013). Les laboratoires de recherche en sciences de l'information et de la communication. *Revue française des sciences de l'information et de la communication*. Repéré à <http://rfsic.revues.org/657>
- Breton, Ph. (1992). *L'utopie de la communication*. Paris : La Découverte.
- Busino, G. (2005). Recherches préparatoires à une histoire de l'épistémologie des sciences humaines. *Revue européenne des sciences sociales*. Repéré à <http://ress.revues.org/325>
- Declercq, G. (1992). *L'art d'argumenter. Structures rhétoriques et littéraires*. Bruxelles : Éditions Universitaires.
- De Lavergne, C. (2007). Posture du praticien-chercheur : un analyseur de l'évolution de la recherche qualitative. *Recherches qualitatives, Hors-série*, 3, 28-43.
- De Montvalon, J. B. (2014, 21 Janvier). Une société française défiante et repliée sur elle-même. *Le Monde*. Repéré à http://www.lemonde.fr/societe/article/2014/01/21/une-societe-francaise-defiante-et-repliee-sur-elle-meme_4351396_3224.html
- De Munck, J. (2011). Les trois dimensions de la sociologie critique. *SociologieS*. Repéré à <http://sociologies.revues.org/3576>
- Expertise Collective Inserm (2005). Trouble des conduites chez l'enfant et l'adolescent. Paris : Éditions Inserm. Repéré à www.inserm.fr/content/download/7154/55249/file/troubles+des+conduites.pdf

- Gompel, N., & Prud'homme, B. (2015, 13 Mai). Des faussaires dans les labos. *Le Monde. Sciences et Médecine*, 21871, 5.
- Guchet, X. (2011). Les technosciences : essai de définition. *Philonsorbonne*, 5, 83-95.
Repéré à <http://philonsorbonne.revues.org/348>
- Habermas, J. (1992). *De l'éthique de la discussion*. Paris : Cerf.
- Latour, B. (1997). *Le métier de chercheur, regard d'un anthropologue*. Paris : INRA.
- Lévi-Strauss, C. (1991, 8 Octobre). Un entretien avec Claude Lévi-Strauss. *Le Monde*.
- Magli, R., & Winkin, Y. (1999). Sortir de l'utopie de la communication : une approche ethnographique des NTIC. *Recherches en communication*, 12, 97-112.
- Martineau, S. (2007). L'éthique en recherche qualitative : quelques pistes de réflexion. *Recherches qualitatives, Hors-série*, 5, 70-81.
- Melchior, T. (n. d.). *Quelques brèves notes pour une écologie*. Repéré à <http://www.geocities.ws/athens/agora/1380/ecosophie.html>
- Melchior, T. (1998). *Créer le réel. Hypnose et thérapie*. Paris : Seuil.
- Miège, B. (1995). *La pensée communicationnelle*. Grenoble : Presses universitaires de Grenoble.
- Morillon, L. (2008, Juin). *De l'idylle au détournement, quels apports des CIFRE en sciences de l'information et de la communication?* Communication présenté au Seizième congrès SFSIC, « Les sciences de l'information et de la communication : affirmation et pluralité ». Repéré à http://www.sfsic.org/congres_2008/spip.php?page=imprime&id_article=42
- Mucchielli, A. (Éd.). (2004). *Dictionnaire des méthodes qualitatives en sciences humaines*. Paris : Armand Colin.
- Pingaud, D. (2013, 2 Avril). Cahuzac : un aveu impardonnable. *Libération*. Repéré à <http://communication.blogs.liberation.fr/2013/04/02/cahuzac-un-aveu-impardonnable/>
- Pradier, J.- M. (1989). Éléments d'une physiologie de la séduction. Dans D. de Kerckhove, J.- M. Pradier, S. J. Thorpe, M.- C. Vettraino-Soulard, & H. Zettl (Éds), *Le téléspectateur face à la publicité. L'œil, l'oreille, le cerveau* (pp. 93-123). Paris : Nathan.
- Revel, J.- F. (2001). *Les plats de saison. Journal de l'année 2000*. Paris : Seuil.
- Robert, P. (2008, Juin). *Les conditions de possibilité d'une posture critique en SIC*. Seizième congrès SFSIC, « Les sciences de l'information et de la communication : affirmation et pluralité ». Repéré à http://www.sfsic.org/congres_2008/spip.php?article126

- Salmon, C. (2007). *Storytelling. La Machine à fabriquer des histoires et à formater les esprits*. Paris : La Découverte.
- Schneider, V. (2013, 4 Octobre). Les politiques sous influence. *Le Monde*.
- Schreiber, M. (1991). La science et ses enjeux. *Sciences humaines*, 11, 16-23.
- Serres, M. (2015, Mars). *La passion de l'avenir*. Radio France, France Culture [Série Grands Témoins, Les racines du ciel]. Repéré à <http://www.franceculture.fr/emissions/les-racines-du-ciel/serie-grands-temoins-la-passion-de-lavenir-avec-michel-serres-0>
- Sfez, L. (1988). *Critique de la communication*. Paris : Seuil.
- Todorov, T. (1983). Éloquence, morale et vérité. *Les manipulations. Le genre humain* 6. Paris : Éditions Complexe.
- Watzlawick, P. (1988). Les prédictions qui se vérifient d'elles-mêmes. Dans P. Watzlawick (Éd.), *L'invention de la réalité. Contributions au constructivisme* (pp. 109-130). Paris : Seuil.
- Weber, M. (1959). *Le savant et le politique*. Paris : Plon.
- Wentzel, B. (2010). Praticien-chercheur et visée compréhensive : éléments de discussion autour de la connaissance ordinaire. *Recherches qualitatives, Hors-série*, 10, 47-70.
- Wolton, D. (1997). *Penser la communication*. Paris : Flammarion.
- Wolton, D. (2005). *Il faut sauver la communication*. Paris : Flammarion.

Denis Benoit est professeur à l'Université Montpellier 3, habilité à des diriger des recherches en sciences de l'information et de la communication; équipe de recherche : CERIC, Université de Montpellier 3, rattachée au LERASS (EA 827), laboratoire pluridisciplinaire de l'Université de Toulouse 3; domaines de spécialité scientifique au sein de la section : théories de la communication et de l'information, éthique en communication, pragmatique de la communication.